

## La démocratie dans la CNT espagnole, 1923-1936

[Article de 1989 non modifié sauf quelques parties entre crochets]

Étudier l'histoire de l'anarchosyndicalisme espagnol de 1868 à 1923 permettrait sûrement de distinguer les lignes de forces politiques et géographiques qui conditionnent et expliquent en grande partie l'évolution de la CNT entre 1923 et 1936. A cette époque, malgré les oppositions connues qui existent en son sein (syndicalistes purs et anarcho-syndicalistes), la CNT apparaît comme un bloc uni caractérisé par deux traits :

- D'une part, l'unité existant entre ses sections régionales et les rapports privilégiés qu'elle entretient avec le Portugal et l'Amérique latine lui confèrent une originalité jusqu'à nos jours.

- D'autre part, le fédéralisme semble bien ancré en elle « *Un exemple typique est celui de 1934 : la CNT et l'UGT étaient en désaccord sur une tactique commune. Cependant, aux Asturies, les deux régionales signèrent un accord d'alliance (ce qui montre l'influence des tactiques anarchistes sur l'UGT). Mais, au sein de la régionale CNT, la fédération de La Felguera refusa l'accord*<sup>1</sup>. »

A ces caractéristiques, il faut ajouter l'action directe et le nombre restreint de permanents<sup>2</sup>. Il faut s'interroger sur les raisons qui ont créé des divisions dans la CNT pendant la guerre civile, à propos de la collaboration gouvernementale, des journées de mai 37, de la militarisation, etc.

Ces divisions ont-elles découlé de la guerre et de la précipitation des événements - donc de contingences inévitables dans un processus révolutionnaire? Ou ont-elles au contraire été la suite logique des fissures engendrées par les dissensions dans la période qui nous intéresse?

### 1923-1931 : De la «dictadura» à la «dictablanda».

Il est courant en espagnol de différencier un régime répressif (dicta-dure, en traduction littérale) d'un régime politique plus souple (dicta-molle). La dictablanda règne en Argentine et au Brésil depuis un certain temps; la perestroïka en est un autre exemple...

Suivant la vague des coups d'état de type mussolinien (où la classe dirigeante fait appel à un homme fort, militaire de préférence, pour calmer les masses influencées par la révolution soviétique), le général Primo de Rivera prit le pouvoir le 13 septembre 1923. Les anarcho-syndicalistes n'eurent pas de réaction insurrectionnelle. Peirats - historien cénétiste - explique leur attitude par « *l'importante dépense en énergie et en vies précieuses* » que la CNT avait subie de 1919 à 1923, avec la répression<sup>3</sup>. En fait, une étude attentive de la CNT montre que son attitude a évolué. Selon Antonio Elorza, historien marxiste, mais seul spécialiste de cette période du mouvement libertaire<sup>4</sup>, sa réaction est d'abord la suivante : « *Si le coup d'état n'a pas pour but de s'opposer aux travailleurs, aux libertés qu'ils possèdent, aux améliorations*

<sup>1</sup> Mintz, *L'autogestion dans l'Espagne révolutionnaire*, p. 70.

<sup>2</sup> Le mythe affirme que la CNT en 1931-1935 n'avait qu'un permanent rétribué - le secrétaire du Comité national - pour une organisation possédant entre 550 000 et 800 000 adhérents. En fait, il y en avait d'autres : le secrétaire de la fédération andalouse (Antonio Rosado), celui des pêcheurs de Pasajes (González Inestal), etc.

<sup>3</sup> Peirats, *La CNT en la revolución española*, I, p. 29, éd. 1955.

<sup>4</sup> Elorza, « El anarcosindicalismo español bajo la dictadura 1923-1930, la génesis de la FAI », *Revista del Trabajo*, 1972.

*qu'ils ont obtenues et aux revendications économiques et morales que nous avons élaborées progressivement, notre attitude sera différente de celle que nous aurons si le produit de nombreuses années de lutte est méprisé, s'il n'est pas respecté ou s'il est attaqué*<sup>5</sup>. »

Quoi qu'il en soit, le régime ne tint aucun compte de l'attitude que pouvait adopter la CNT, puisqu'il nomma ses pires ennemis à des postes clés et appliqua la loi en vigueur sur l'enregistrement des noms de tous les syndiqués et la surveillance de la comptabilité des syndicats. L'application en fut stricte en Catalogne, plus souple ou quasi inexistante ailleurs, mais elle se fit toujours par rapport aux « anarchosyndicalistes et communistes », non par rapport aux syndicalistes socialistes de l'UGT<sup>6</sup>.

La CNT était infiltrée par des délégués favorables à la révolution bolchévique, en dépit de l'adoption à son congrès de 1919 de l'incompatibilité entre charges syndicales et politiques. Déjà, lors de ce congrès, le Comité national avait fait des « interventions qui, par moments, visaient à faire pression sur les assistants et influaient sur les décisions »<sup>7</sup>.

Cette tendance s'accrut avec la restriction de la liberté sous la dictature. A l'Assemblée de Sabadell (Catalogne, décembre 1923), « on refusa à l'unanimité de tous les représentants de la région le droit de parler au seul délégué connu comme bolchevik, sur 137 délégués - et après il s'avéra qu'il ne représentait personne »<sup>8</sup>. Durant cette même assemblée, une pression fut exercée contre la tendance syndicaliste qui désirait atténuer le côté anarchiste du périodique *Solidaridad Obrera*.

Cette période dure - de 1923 à 1929 - se poursuit par une lutte de plus en plus ouverte entre la tendance syndicaliste représentée par Peiró et Pestaña et celle anarchosyndicaliste défendue par Buenacasa, appuyée par un courant anarchiste exilé en France et favorable à l'action insurrectionnelle.

1927 est l'année qui traduit le mieux la séparation entre les tendances: Comme l'UGT socialiste de Largo Caballero, Peiró et Pestaña envisagent de légaliser la CNT pour profiter des lois du régime; mais - au contraire de l'UGT - ils y renoncent devant les restrictions corporatives qui sont imposées.

Sous l'impulsion de l'exil (très influencé par la plate-forme d'Archinov), les anarchosyndicalistes soutenus par la FORA d'Argentine et son périodique *La Protesta* (à travers les articles de Santillán<sup>9</sup>) forment une Fédération anarchiste ibérique, dont l'une des bases est le mouvement ouvrier. Il y est proposé « l'intégration de l'organisation des

---

<sup>5</sup> *Op. cit.*, *Solidaridad obrera*, 18 septembre 1923. (Elorza omet de mentionner la signature de la déclaration; cela lui arrive quand il manipule.) Cet éditorial « mou » de la *Soli* peut s'expliquer par l'échec de la grève générale tentée à Barcelone par la CNT le 14 septembre - échec qui montre l'état de la CNT et du prolétariat espagnol à cette époque.

<sup>6</sup> *Op. cit.*, p. 124. La non-application à l'UGT des nouvelles lois sur les syndicats s'explique par la participation de Largo Caballero à la dictature, puisqu'il accepta le poste de conseiller d'État. Ainsi, fin septembre 1924, la CNT demanda à l'UGT la création d'un front unique contre la dictature; l'UGT refusa...

<sup>7</sup> González Urién-Revilla González, *La CNT a través de sus congresos*, p. 33.

<sup>8</sup> Buenacasa, *El Movimiento obrero español. Historia y crítica, 1886-1926*, p. 219. « L'assemblée de Sabadell avait été précédée cinq mois auparavant par l'assemblée de Granollers où, devant les tentatives « bolcheviks », avaient de nouveau été ratifiées les conclusions sur le communisme libertaire du congrès de 1919. Ce qui explique la mise à l'écart, à Sabadell, du « bolcho », la plaisanterie ayant assez duré... »

<sup>9</sup> La Federación Obrera Regional Argentina - FORA, nom fidèle à la tradition de l'AIT - était dans sa phase anarchosyndicaliste [dans la pratique, car sur le plan théorique la FORA refusait ce terme] farouchement en faveur de syndicats anarchistes et non ouverts à tous, comme la CNT (des scissionnistes animaient par ailleurs d'autres FORA). Santillán était alors un énergique partisan du spontanéisme révolutionnaire face au programme anarchiste (accusé de marxisme), avant de [devenir complètement hostile au spontanéisme] à partir de 1932-1933.

*syndicats (CNT) dans le mouvement anarchiste et sa relation à l'organisation des groupes (FAI) sans que leurs caractéristiques se confondent ou disparaissent*<sup>10</sup> ».

La période 1929-1931 marque l'entrée dans la phase [de « dicta] molle », de plus grande liberté, avec un changement de général à la tête du pays. Les trois régions où la CNT est la plus active bougent : les Asturies (avec la Galice) sont assez favorables au courant syndicaliste; l'Andalousie subit un noyautage communiste (une section de Séville donnera son secrétaire José Díaz au PC); la Catalogne, où résident Peiró et Pestaña, n'est conquise ni par les uns ni par les autres. Les exilés, eux, multiplient les actions clandestines violentes contre le régime.

En 1930, Pestaña obtient du ministre de l'Intérieur, le général Mola [futur organisateur du putsch de juillet 1936], la légalisation de la CNT. Des grèves éclatent dans l'industrie et sont menées victorieusement par la CNT, qui recueille le bénéfice d'avoir été la seule centrale syndicale opposée au régime. Le 14 avril 1931, la monarchie cède volontairement le pouvoir à la IIe République (très certainement parce que le roi considère que les difficultés dues à la crise mondiale vont faire perdre leur prestige aux forces de gauche).

Un congrès est convoqué en juin 1931 pour organiser la CNT qui apparaît, avec 800 000 militants, comme une force en pleine expansion. Peiró intervient en tant qu'ancien membre du Comité national pour préciser que « *depuis 1923 pas un seul Comité national, et pas un seul Comité régional, n'a cessé d'être en contact avec des éléments politiques, non pour implanter la république, mais pour mettre un terme au régime d'ignominie qui nous étouffait tous* »<sup>11</sup>.

Cette déclaration en totale contradiction avec la pratique de la CNT n'est guère critiquée puisque les exilés en France ont été en contact constant avec les mêmes éléments politiques, y compris des militaires (de gauche).

Le problème le plus important, de mon point de vue, est celui de la FAI, dont la présence est refusée. Deux mois plus tard, en août, sans aucune consultation de la base ni d'aucun syndicat, 30 militants connus publient un manifeste violemment opposé à l'activisme irresponsable et faussement révolutionnaire de certains - les Faïstes -, bien entendu. Peirats ne donne comme position de la FAI que celle de Federica Montseny<sup>12</sup>; voyons donc quelle est la réaction de Durruti en août 1931

« *Nous, les anarchistes, nous sommes les seuls à défendre les principes de la Confédération, principes libertaires que les autres ont semble-t-il oubliés. La preuve en est qu'ils ont abandonné le combat au moment où il était le plus important. On voit clairement que Pestaña et Peiró ont suivi des engagements moraux qui gênent leur position libertaire* »<sup>13</sup>

Et les cénétistes, comment réagissent-ils?

Je pense qu'ils sont soumis à deux influences : le respect et l'admiration pour des ouvriers que redoute la classe dirigeante et qui poursuivent leur vie prolétaire ; l'immense désir d'aboutir à la révolution sociale qui semble proche. Peiró et Pestaña, d'une part; Durruti, García Oliver, de l'autre, sont de simples travailleurs, étrangers à toute idée de lucre facile ou de pot-de-vin. Tous annoncent la révolution comme proche [ou très proche].

La cassure se fait alors à deux niveaux : géographique et physique. Dans les tentatives insurrectionnelles de la FAI, ce sont les villages ou les petites villes qui suivent, jamais les centres urbains importants ; et ce sont en majorité des jeunes qui appliquent ses consignes.

---

<sup>10</sup> Compte-rendu de la réunion constitutive de la FAI, juillet 1927. Elorza, *op. cit.*, p. 453; *Movimiento Libertario Español*, p. 294.

<sup>11</sup> Peirats, *op. cit.*, p. 40.

<sup>12</sup> Federica Montseny, anarchiste animatrice, avec ses parents, de *La Revista Blanca* - mensuel et maison d'édition -, adhéra à la CNT en mai 1936 (lettre de Costa Font au *Diario de Barcelona*, 23 juillet 1981, p. 31). [Ce retard vient de l'anti syndicalisme déclarée – alors - de Federica.]

<sup>13</sup> . *Movimiento Libertario Español*, p. 36.

A l'opposé, des militants asturiens demeurés dans la CNT, et sympathisants de Pestaña et de Peiró, acceptent de s'allier aux travailleurs socialistes de l'UGT et de participer à une conspiration. C'est octobre 1934, qui ira plus loin que les tentatives de la FAI, tout en adoptant un schéma révolutionnaire similaire (suppression de la monnaie, création de collectifs, pouvoir syndical...). Et des militants opposés à l'alliance avec l'UGT seront pourtant très actifs dans ce mouvement.

Suivant la logique de son analyse [considérant la CNT comme manipulée par des forces non contrôlables], Pestaña crée un parti syndicaliste, chargé de mettre en œuvre la politique la plus favorable à un syndicat d'action directe sans le compromettre sur le plan tactique. Son influence est marginale, mais sensible à Madrid et à Valence, en Andalousie et en Aragon. Quant aux signataires du manifeste des trente - dont fait partie Peiró et dont deux membres [vont ensuite passer] au PC -, ils animent des syndicats d'opposition, présents surtout en Catalogne et à Valence.

Mais, bizarrement, une réunification est proposée au congrès de mai 1936 à Saragosse, où elle est acceptée.

Si la CNT, dans l'ensemble, ne respecta que légèrement la démocratie en son sein, la situation fut encore pire dans la FAI. « *En 1933, après l'échec de la tentative insurrectionnelle du 8 janvier, quelqu'un demanda des explications dans la fédération locale des groupes anarchistes de Barcelone. La réponse fut qu'Ascaso, Durruti et García Oliver n'étaient pas contrôlés par la FAI*<sup>14</sup>. »

Ce fait est typique du fonctionnement anarchosindicaliste espagnol : des groupes pouvaient être très pointilleux sur [les procédures], mais la majorité suivait les orientations tactiques qui lui étaient présentées, sans les analyser, en faisant confiance aux hommes qui les inspiraient. Le but principal était la révolution, et il faut reconnaître que lorsque celle-ci arriva les cénétistes et les travailleurs en général surent et purent en profiter, tout en s'opposant parfois rudement aux « notables » de la CNT. [Ces derniers étaient aussi bien des trentistes que des faïstes, tout comme une partie de ceux qui les critiquaient. La preuve que les étiquettes sont parfois trompeuses.]

La même pratique en période non révolutionnaire, comme aujourd'hui, conduit à l'érosion parfois complète de l'anarchosindicalisme.

Frank Mintz, *Revue Noir & Rouge*, n° 14, septembre-octobre 1989, pp. 14-16.

---

<sup>14</sup> *Revue Presencia*, n° 7, 1967. Explication de Peirats confirmée par une lettre de juin 1985 : « *En effet, en ma qualité de secrétaire général de la fédération locale de groupes anarchistes (FAI) jusqu'à la moitié de l'année 1934, je peux certifier que ni Durruti ni Garcia Oliver n'appartenaient à l'organisation dite spécifique [la FAI].* » Abel Paz dans son *Durruti* (Bruguera 1978) est muet sur ce point. Gómez Casas dans *Historia de la FAI* (Zero 1977) aborde le témoignage de Peirats, p.137-138, en soulignant que Durruti et son groupe étaient « *en marge de l'organisation spécifique [et] même au-dessus d'elle à certains moments.* » [Cet « au-dessus » est une image quasi religieuse qui signifie que les dirigeants de la FAI suivaient quelques camarades « spécialistes ». ]

## **Organisation de masse et permanents idéologiques**

Le nombre restreint de permanents dans la CNT est une des réalités dont les militants anarchistes sont très fiers, et en effet c'est là une belle adéquation entre théorie et pratique. Toutefois, on ne saurait oublier qu'il existe aussi des permanents non rémunérés. C'est-à-dire des militants dont le dévouement et le savoir qu'ils ont accumulé sur l'organisation font d'eux de véritables permanents, salaire en moins. Le problème de la « démocratie » dans une organisation anarchiste (et singulièrement dans une organisation de masse comme le fut la CNT) passe, comme pour la société en général, par la transparence, la diffusion maximale des connaissances et d'importants efforts de formation. Il est absurde de se débarrasser du problème en se rassurant sur le nombre peu élevé de permanents dans une organisation; le problème réel est celui du nombre élevé ou pas de militants « au courant de », possédant les connaissances nécessaires à l'usage de l'organisation.

Dans la CNT, on ne peut être que frappé par le petit nombre de militants dont les noms reviennent sans arrêt dans ce qui constitue son « histoire spectaculaire », c'est-à-dire en fait son apparition politique. Il y a quelque part une cassure entre la masse des cénétistes - acteurs des grèves, des conflits, du quotidien de l'organisation, de l'autogestion et des milices durant la révolution - et une couche de militants spécialisés dans l'idéologique, dans le politique comme stratégie.

L'histoire et l'analyse de cette séparation méritent d'être menées, le danger d'une bureaucratie qui ne serait pas une bureaucratie tout en étant une n'étant pas le moindre des paradoxes que doit affronter un anarchisme débarrassé de tout préjugé dogmatique. On y verra peut-être ainsi plus clair dans la fétichisation de l'organisation.

Luc [Bonet]